

Zeitschrift: Bulletin de la SHAG : revue annuelle de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève
Herausgeber: Société d'histoire et d'archéologie de Genève
Band: 19 (1988-1989)
Heft: 1

Artikel: Les origines du Conseil œcuménique des Églises
Autor: Burgy, François Marc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1002547>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES ORIGINES DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES

A l'occasion des 40 ans de sa fondation*
par François Marc BURGUY

La fondation du Conseil œcuménique des Eglises (COE) a eu lieu à Amsterdam, dans le cadre somptueux du Concertgebouw où se tenait sa première Assemblée. Elle réunissait près de 400 délégués représentant 147 Eglises des traditions protestante, orthodoxe et vieille-catholique¹. Le 23 août 1948, vers 10 heures, le président de la séance, Geoffrey Fisher (1887-1972), archevêque de Cantorbéry, déclara adoptée sans opposition la résolution créant le Conseil œcuménique des Eglises. Puis l'archevêque Fisher fit observer un instant de silence, après quoi il rendit grâce à Dieu d'avoir conduit les participants «à cette heure et à cet acte dans la foi en Christ et par la puissance du Saint-Esprit»².

Ce moment précis où, à Amsterdam, s'est noué le destin du COE, est l'aboutissement d'un long processus. Le mouvement œcuménique, dont le COE est une des manifestations, plonge en effet ses racines au cœur même de ce XIX^e siècle dont on a trop tendance à oublier qu'il est peut-être bien le siècle le plus chrétien de notre histoire.

Certes, les siècles précédents offrent des exemples de tentatives de réunifier la chrétienté de manière pacifique, mais elles ont été le fait de quelques hommes d'élite tel Leibniz, et n'ont pas abouti à des réalisations pratiques de grande ampleur. Au XIX^e siècle toutefois, un

* Communication présentée à la Société d'histoire et d'archéologie le 13 octobre 1988.

¹ Les Eglises vieilles-catholiques se sont séparées de Rome en 1870 à la suite de la proclamation par le premier Concile du Vatican du dogme de l'infaillibilité pontificale, qu'elles ont refusé.

² Cité dans *Ainsi, dressons des signes...: les quarante premières années du Conseil œcuménique des Eglises = And so set up signs...*, Genève 1988, p. 3.

certain nombre de facteurs, religieux ou non, ont incité à la recherche de voies nouvelles pour parvenir à l'unité des chrétiens.

Citons tout d'abord l'expansion de l'Europe vers les autres continents, ce vaste mouvement de colonisation si étroitement imbriqué avec le développement mondial des missions. Pour la première fois, le christianisme est confronté à des problèmes qui se posent réellement à l'échelle de la terre entière.

Le XIX^e siècle est bien sûr le siècle de l'industrialisation et des révolutions. Les Eglises et les fidèles réagissent à ce nouveau contexte socio-économique et, parallèlement au développement missionnaire hors d'Europe, le mouvement social-chrétien se développe dans le monde occidental.

Le XIX^e siècle est aussi le siècle des sociétés en tant que mode de sociabilité. Dans le domaine religieux, elles prennent la forme de sociétés missionnaires, de sociétés bibliques, mais aussi de sociétés d'étudiants ou de sociétés de jeunesse.

Dans le domaine spécifiquement religieux, le mouvement du Réveil évangélique qui, dans sa volonté de renouveau spirituel et d'évangélisation a touché toutes les Eglises de tradition protestante, a joué un rôle de première importance. S'il a pu provoquer de douloureuses ruptures, comme à Genève et en Ecosse³, il a souvent fait naître le sens de la communauté entre chrétiens de confessions différentes. Le Réveil évangélique a largement répandu la passion de l'évangélisation, qui s'est manifestée par l'action missionnaire et sociale, et ce dans le cadre d'organisations multiconfessionnelles.

C'est en partie du Réveil évangélique que sont issues dès le milieu du XIX^e siècle un certain nombre d'organisations qui ont la caractéristique commune d'être des groupements volontaires de chrétiens de diverses confessions, telles les Unions chrétiennes de jeunes gens (1844) et de jeunes filles (1854) et le Mouvement des étudiants chrétiens qui a donné naissance en 1895 à la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants (FUACE). Ces organisations ont pour but premier l'évangélisation sous toutes ses formes, et l'unité des chrétiens n'est pas leur préoccupation avant le début du XX^e siècle. Mais elles contribuent à tisser des liens solides,

³ A Genève, l'Eglise évangélique libre se forme en 1849. L'Eglise libre d'Ecosse se sépare de l'Eglise d'Ecosse en 1843.

des amitiés durables entre chrétiens divisés, et elles les habituent au travail en commun; elles deviendront ainsi une pépinière de dirigeants pour le mouvement œcuménique. Le cas le plus célèbre à cet égard est sans doute l'évangéliste John Raleigh Mott (1865-1955)⁴, laïc méthodiste engagé dans la section étudiante des Unions chrétiennes, puis membre fondateur de la FUACE, président de la Conférence missionnaire d'Edimbourg (1910), puis du Conseil international des missions, président de la Conférence d'Oxford du Christianisme pratique (1937), Prix Nobel de la Paix (1948), et enfin président d'honneur du COE.

La fondation de la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants en 1895 marque une notable évolution car cette Fédération ne se veut pas non-confessionnelle mais interconfessionnelle: contrairement à ses prédécesseurs, elle reconnaît l'appartenance de ses membres à leur Eglise, et affirme que la loyauté à sa tradition est le premier devoir de l'étudiant chrétien. La Fédération compte qu'ainsi chacun puisse lui apporter tout ce qu'il a découvert ou tout ce qu'il découvrira de la vérité chrétienne au sein de sa propre Eglise. Cette approche nouvelle permet de résoudre l'apparente contradiction entre l'unité en vérité (théologique) et l'unité en fraternité (dans l'action). Il est dès lors possible d'œuvrer au rapprochement des chrétiens sans paraître trahir la tradition à laquelle on appartient.

La Conférence d'Edimbourg de 1910

C'est dans ce contexte très dynamique du christianisme de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle que naît le mouvement œcuménique moderne. Il se forme autour de la mission, cette mission qui a non seulement acquis enfin une dimension vraiment universelle, mais qui ambitionne alors d'évangéliser le monde en l'espace d'une génération. Or, sur le terrain des missions, les divisions importées d'Occident ne cessent de faire obstacle à l'évangélisation, mettant ainsi cruellement en évidence la nature tragique et scandaleuse de la division des Eglises.

Dès 1854 des conférences missionnaires s'étaient tenues sur le plan national, en particulier en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Mais le

⁴ Charles Howard HOPKINS, *John R. Mott, 1865-1955: a biography*, Geneva 1979.

besoin de coordonner l'effort nécessite d'aller plus loin. Dans l'été 1910, une Conférence missionnaire mondiale se réunit à Edimbourg. On s'accorde à dater de cet événement l'existence du mouvement œcuménique moderne. Cette Conférence rassemble les délégués officiels des sociétés missionnaires œuvrant parmi les non-chrétiens⁵. Le but de cette assemblée consultative est d'aider ces sociétés à progresser en commun dans l'action missionnaire et dans la réflexion missiologique⁶.

Si la participation à la Conférence d'Edimbourg est surtout le fait des protestants anglo-saxons, son succès dépasse largement ces limites confessionnelles et culturelles. Selon John Mott elle a permis aux délégués de découvrir une fraternité en Christ qui transcende les barrières nationales, raciales et confessionnelles⁷. Elle voit aussi l'émergence de nouvelles personnalités issues du mouvement étudiant chrétien, en premier lieu Mott lui-même, et l'Écossais Joseph Oldham (1874-1969)⁸ nommé secrétaire général.

Après la Première Guerre mondiale, la nécessité d'un organisme permanent pour poursuivre le travail commencé à Edimbourg conduit en 1921 à la fondation du Conseil international des missions. Ce

⁵ Par cette limitation, il s'agissait de se distinguer très nettement de toute entreprise de prosélytisme entre confessions chrétiennes.

⁶ Les sujets traités par les huit commissions de la Conférence sont les suivants:

1. Apporter l'Évangile à l'ensemble du monde non-chrétien;
2. L'Église dans le champ de la mission;
3. L'éducation dans ses rapports avec la christianisation de la vie nationale;
4. Le message missionnaire dans ses rapports avec les religions non-chrétiennes;
5. La formation des missionnaires;
6. La base missionnaire en métropole;
7. Missions et gouvernements;
8. La coopération et le progrès vers l'Unité.

A history of the Ecumenical movement, 1517-1948, ed. by Ruth Rouse and Stephen Charles Neill, 3rd ed., Geneva, 1986, p. 358. En français, on peut consulter l'ouvrage de John R. MOTT, *L'heure décisive des missions chrétiennes*, Saint-Blaise, 1912, consacré à la Conférence d'Edimbourg.

⁷ *A history of the Ecumenical movement...*, *op. cit.*, p. 361.

⁸ Joseph Houldsworth Oldham, après avoir largement contribué au succès de la Conférence d'Edimbourg, est fondateur et secrétaire du Conseil international des missions (1921). Dès 1938, il joue un rôle central au sein du mouvement du Christianisme pratique. Il inspire en particulier la Conférence d'Oxford sur «L'Église, la nation et l'État» (1937), tout en aidant à préparer la Conférence de Foi et Constitution d'Edimbourg (1937). Son influence est décisive sur le processus qui conduit à la fondation du COE; il est en particulier le secrétaire de la Conférence d'Utrecht (1938) dont est issu le Conseil œcuménique des Églises en formation. Il devient président d'honneur du COE en 1961.

Conseil ne cessera d'œuvrer pour faire de la mission une entreprise commune des chrétiens jusqu'à sa fusion avec le COE en 1961⁹.

Le Christianisme pratique

Au début de l'année 1914, la situation internationale difficile avait incité un groupe de dirigeants ecclésiastiques européens et américains à réunir une Conférence à Constance, afin d'examiner comment les Eglises pouvaient contribuer au maintien de la paix. Mais lorsque s'ouvre la Conférence, le 2 août 1914, la guerre l'a prise de vitesse. Les délégués n'ont que le temps de désigner un Comité restreint, puis de traverser les lignes allemandes pour atteindre la Hollande neutre. Pendant la guerre, ce Comité décide de former une nouvelle association, l'Alliance universelle pour l'amitié internationale par les Eglises (en abrégé: Alliance universelle). Parmi ses membres se détache la figure de Nathan Söderblom (1866-1931), archevêque d'Upsal (luthérien), Primat de Suède¹⁰, qui pendant toute la Grande Guerre multiplie les initiatives en faveur du retour à la paix.

C'est à son incitation que les Eglises des pays neutres se réunissent à Upsal en décembre 1917 et déterminent trois règles de conduite pour l'action future:

1. l'unité des chrétiens est de nature essentiellement religieuse, fondée en Christ et non en quelque création humaine;
2. l'Eglise a le droit et le devoir d'intervenir, à la lumière de l'Évangile, dans les questions sociales, économiques et politiques, et notamment de lutter contre les causes de la guerre;
3. les conflits doivent être résolus dans le cadre du droit international¹¹.

En 1919, alors que l'Alliance universelle reprend ses travaux dans un climat empoisonné par la question de la culpabilité allemande dans le déclenchement de la guerre, l'archevêque Söderblom émet pour la

⁹ Depuis 1951 les activités du Conseil international des missions sont poursuivies par la Commission de mission et d'évangélisation du COE.

¹⁰ Jean-G.-H. HOFFMANN, *Nathan Soederblom, prophète de l'œcuménisme*, Genève, 1948. Willem Adolf VISSER 't Hooft: «Nathan Soederblom, figure de proue du mouvement œcuménique», *Oecumenica*, 1967, p. 135-148.

¹¹ *A history of the Ecumenical movement...*, *op. cit.*, p. 527.

première fois l'idée de créer un Conseil œcuménique des Eglises. Ce Conseil aurait pour tâche de s'exprimer au nom de la chrétienté sur les problèmes religieux, moraux et sociaux, suivant en cela les principes élaborés à Upsal en 1917. Il n'entamerait pas l'indépendance des Eglises car sa force résiderait dans sa seule autorité spirituelle. Pour Söderblom, il est impensable d'attendre pour agir que l'unité soit réalisée dans les domaines de la foi et de l'organisation ecclésiastique. Son idée suscite un vif intérêt en Europe et aux Etats-Unis; elle est à l'origine du mouvement du Christianisme pratique.

Une première réunion préparatoire se tient à Genève en août 1920. Söderblom y propose de réunir une Conférence œcuménique qui à son tour organisera un Conseil œcuménique. L'idée est acceptée, et il est décidé de tenir la Conférence à Stockholm en 1925.

La Conférence universelle du Christianisme pratique de Stockholm (1925) rassemble 600 participants de 37 pays. Ils ont à traiter des divers aspects de l'engagement des Eglises dans la société et dans la vie internationale. Les problèmes de doctrine ne peuvent malgré tout être évités. Allemands et Anglo-Saxons s'affrontent notamment sur la question du Royaume de Dieu: n'est-il pas de ce monde ou bien peut-il être établi sur la terre de main d'homme?

Stockholm marque cependant d'importants progrès par rapport à Edimbourg 1910: la plupart des participants sont délégués officiellement par leurs Eglises (et non plus par des sociétés missionnaires), et la délégation orthodoxe est étoffée. Cette fois encore, les participants font l'expérience de cette fraternité chrétienne au-delà de toutes les divisions qui caractérise les grandes réunions œcuméniques, fraternité qui se manifeste tout particulièrement à Stockholm dans la vie liturgique de la Conférence.

Le comité de continuation de Stockholm décide en 1930, à Chexbres, de faire place à un organisme permanent, le Conseil œcuménique du Christianisme pratique. Ce Conseil s'illustre en promouvant des études de haut niveau sur les problèmes sociaux. Il doit faire face dès 1933 au défi totalitaire, non seulement en organisant des symposiums sur le sujet, mais aussi en aidant les chrétiens «non aryens» qui fuient l'Allemagne et en soutenant l'Eglise confessante qui, dans le III^e Reich, défend le christianisme contre la contagion nazie.

La Lettre encyclique de Constantinople

Il a été fait mention plus haut du progrès qu'a représenté pour le mouvement œcuménique la participation des délégués orthodoxes à la Conférence de Stockholm en 1925. Cette présence orthodoxe a sa source dans un événement considérable de l'histoire œcuménique.

En janvier 1920, le Patriarcat œcuménique de Constantinople avait adressé à toutes les Eglises chrétiennes une Lettre encyclique¹² proclamant avec force la nécessité d'établir de nouveaux rapports entre les Eglises. Cette Encyclique proposait en particulier de s'inspirer pour ce faire de la Société des Nations. On considère généralement que ce texte doit beaucoup au théologien Germanos Strenopoulos (1872-1951) qui, devenu Germanos, métropolitain de Thyatire, sera l'un des premiers présidents du COE en 1948.

Par la suite, le Patriarcat de Constantinople a occupé une place de première importance dans le mouvement œcuménique, entraînant peu à peu la participation des autres Eglises orthodoxes. Cette initiative a été une chance inespérée pour l'œcuménisme moderne, car, outre qu'elle l'a fait bénéficier des inestimables richesses de la tradition orientale, elle lui a évité le piège de demeurer un mouvement uniquement protestant.

Foi et Constitution

Le règlement de la Conférence missionnaire d'Edimbourg de 1910 interdisait d'aborder les divergences d'opinions sur la doctrine et sur les structures et les pratiques ecclésiastiques, tant on craignait alors que l'évocation de ces questions ne réduise d'emblée à néant toute tentative de dialogue œcuménique. Lors de cette Conférence, un délégué américain, l'évêque Charles Brent (1862-1919), fait pourtant remarquer que les causes de division devraient forcément être traitées tôt ou tard si l'on voulait parvenir à l'unité. De retour d'Edimbourg, il demande à son Eglise, l'Eglise protestante épiscopaliennne (anglicane), de prendre la tête d'un mouvement pour la tenue d'une Conférence mondiale sur les problèmes dits de «Foi et Constitution».

¹² *Encyclique de l'Eglise de Constantinople à toutes les Eglises du monde*, Constantinople, 1920.

Très vite, en octobre 1910 déjà, l'évêque Brent obtient l'accord des autorités de son Eglise, qui désigne une commission pour l'étude du projet. Dans l'année qui suit, toutes les grandes Eglises américaines de tradition protestante forment des commissions sœurs. L'enthousiasme n'est certes pas général, car dans toutes ces Eglises nombre de dirigeants, de théologiens et de fidèles craignent que ce processus ne débouche sur la création d'une nouvelle Eglise postconfessionnelle où chacun serait obligé d'abandonner tout ce qui forme la substance de sa propre tradition.

C'est pourquoi, à New York en 1913, les Eglises américaines se penchent avec soin sur les bases pratiques du futur travail de «Foi et Constitution». Elles s'accordent sur les méthodes suivantes:

1. prendre en considération non seulement les points d'accords et de divergences, mais la valeur des traditions propres à chaque Eglise;
2. ne pas imposer un schéma particulier d'unité;
3. formuler à l'avance les questions traitées par la Conférence par le biais de commissions représentatives des différentes écoles de pensée théologique¹³.

Dès 1912 des contacts ont été pris avec les Eglises britanniques, mais la Première Guerre mondiale empêche tout progrès sur le Continent. A partir de 1919, les Eglises américaines envoient des délégations en Europe. Le travail de préparation de la Conférence est tout particulièrement long, car le débat théologique est plein d'embûches. Il faut tenir compte de toutes les sensibilités, et ménager les susceptibilités tant confessionnelles que personnelles.

La Conférence mondiale de Foi et Constitution s'ouvre enfin à Lausanne le 3 août 1927. Elle réunit 400 délégués de 108 Eglises. Parmi les sujets abordés citons la nature de l'Eglise, l'Evangile, la Confession de la foi, le ministère, les sacrements et naturellement l'unité de l'Eglise. La discussion est souvent vive car les points de vue sont parfois très opposés. Ainsi, le Credo de Nicée, si essentiel pour nombre d'Eglises, est qualifié par un délégué de «vieillesse encombrante dont on ferait mieux de se débarrasser»¹⁴. Et les

¹³ *A history of the Ecumenical movement...*, *op. cit.*, p. 411.

¹⁴ *Ibid.*, p. 422.

protestants n'apprécient guère l'appel chaleureux du théologien russe Serge Boulgakov (1871-1944) en faveur de la mariologie.

Néanmoins, en suivant les règles fixées à New York en 1913, on parvient à établir un rapport sur chaque sujet. Après la Conférence de Lausanne, Foi et Constitution est désormais un organisme permanent, qui rend peu à peu habituelles les rencontres théologiques interconfessionnelles et qui ne cesse d'attirer l'attention des théologiens sur le scandale de la division des chrétiens. Il permet également que les Eglises se découvrent les unes les autres, tant était lourd auparavant le poids de l'ignorance mutuelle dans le domaine théologique.

Le Conseil œcuménique des Eglises en formation

L'évolution de Foi et Constitution et du Christianisme pratique, et les progrès que chaque organisation réalise dans le domaine qui lui est propre, les conduisent à reconsidérer leurs rôles respectifs. Le sentiment qu'il ne faut désormais plus séparer les questions pratiques et les questions doctrinales se répand largement au sein des Eglises et des organisations œcuméniques. Foi et Constitution ne peut laisser à l'écart les problèmes de société, tandis que le Christianisme pratique est toujours plus souvent confronté aux questions de foi.

Autant dans les années 20 les deux organisations ont pu être considérées comme rivales, voire comme inconciliables, autant au cours des années 30, alors que les Eglises doivent faire face à la crise économique et à la montée des totalitarismes, un rapprochement apparaît de plus en plus nécessaire. Comment répondre en effet au défi totalitaire sinon par une réponse totale, combinant une doctrine solide et des décisions pratiques sur le plan économique et social?

En 1932 déjà, Foi et Constitution et le Christianisme pratique prennent la décision de coordonner leurs prochaines Conférences prévues pour 1937. Foi et Constitution continuera l'examen des questions théologiques à Edimbourg, tandis que le Christianisme pratique traitera de «l'Eglise, la nation et l'Etat» à Oxford.

Au cours de réunions informelles tenues à York en 1933 et à Paris en 1934, les dirigeants des grandes organisations œcuméniques, Foi et Constitution, Christianisme pratique, Alliance universelle, FUACE, Conseil international des missions, Unions chrétiennes, se réunissent

pour discuter de la fusion de Foi et Constitution et du Christianisme pratique. Dans l'été 1936, Joseph Oldham propose d'organiser avant les Conférences de 1937 un Comité spécial qui traitera de ce sujet.

Dans les semaines qui suivent, l'idée d'Oldham est acceptée par le Christianisme pratique à Chamby et par Foi et Constitution à Clarens. Le nouveau Comité, dit «des 35», se réunit au Collège de Westfield à Londres en juillet 1937; toutes les organisations y sont représentées. Les délégués, œcuménistes chevronnés habitués à travailler ensemble, parviennent rapidement à la conclusion qu'il faut fusionner Foi et Constitution et le Christianisme pratique en un Conseil œcuménique des Eglises.

Dans les jours suivants, la Conférence d'Oxford accepte le principe, à 2 oppositions près. A Edimbourg, en août, la question se pose en termes plus ardues, mais l'assemblée donne son accord conditionnel. Chaque Conférence désigne 7 délégués qui devront siéger dans un Comité commun.

En mai 1938, ce Comité des 14 se réunit à Utrecht avec les dirigeants des Eglises et des organisations œcuméniques. La Conférence d'Utrecht aboutit à la création d'un Conseil œcuménique des Eglises en formation. Pour coordonner son activité, on choisit comme secrétaire général le Hollandais Willem Adolf Visser 't Hooft (1900-1985)¹⁵, alors secrétaire de la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants et pasteur de l'Eglise nationale protestante de Genève.

La Conférence d'Utrecht n'accorde au futur COE aucun droit législatif: il ne doit pas devenir une Super-Eglise. Une base constitutionnelle calquée sur celle de Foi et Constitution est adoptée: «Le Conseil œcuménique des Eglises est une association fraternelle d'Eglises qui acceptent Notre Seigneur Jésus-Christ comme Dieu et

¹⁵ Né à Haarlem le 20 septembre 1900, Willem Adolf Visser 't Hooft, docteur en théologie de l'Université de Leyde, devient en 1924 secrétaire de l'Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens, et réside dès lors à Genève. En 1931, il est désigné comme secrétaire général de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (FUACE). Il participe aux Conférences de Stockholm en 1925, d'Oxford et d'Edimbourg en 1937. Il est secrétaire général du COE en formation de 1938 à 1948, puis du COE jusqu'en 1966. Organisateur d'une efficacité redoutable et théologien respecté, il imprime au COE la marque de sa forte personnalité. En 1967, il reçoit la bourgeoisie d'honneur de Genève, et en 1968 il est élu président d'honneur du COE. Il meurt à Genève le 4 juillet 1985.

Sauveur»¹⁶. A l'automne, invitation à adhérer est envoyée aux Eglises qui étaient représentées à Oxford et à Edimbourg.

En janvier 1939, le Comité provisoire du COE en formation fixe l'Assemblée constituante à 1941. En juillet 1939, la situation internationale a empiré de telle manière que le COE en formation publie avec l'Alliance universelle des recommandations sur la conduite que les Eglises doivent adopter en temps de guerre: maintenir des relations fraternelles, résister à la propagande et à la haine, prier et prêcher, venir en aide aux prisonniers de guerre et aux réfugiés. Contrairement à ce qui s'était passé entre 1914 et 1918, où la plupart des Eglises avaient cédé à la surenchère nationaliste, cette ligne de conduite sera assez largement suivie.

A la fin juillet 1939 se tient à Amsterdam la Conférence mondiale de la jeunesse chrétienne, organisée par les Unions chrétiennes, la FUACE et le COE en formation, sur le thème de *Christus Victor*. Parfaitement consciente de la gravité du moment, la Conférence adresse cependant au monde un message d'espoir: «... les nations et les peuples du monde vont se séparant, les Eglises vont se rapprochant. La conviction de l'unité profonde de tous les chrétiens se fait de plus en plus forte»¹⁷. Pour beaucoup de participants, ce Message restera un secours moral dans les années de chaos. Quatre semaines plus tard, la guerre éclate.

Le COE à l'épreuve

Dans les premières années de guerre, le COE en formation connaît une période difficile. L'équipe du bureau de Genève¹⁸ se réduit, l'Assemblée est reportée *sine die* et il est toujours plus difficile de maintenir le contact avec les Eglises. On craint même l'arrêt définitif du processus de formation. Toutefois, le contact n'est jamais totalement rompu avec les Eglises des pays en guerre; par exemple, des rencontres ont lieu avec le théologien Dietrich Bonhoeffer (1906-1945), le

¹⁶ *A history of the Ecumenical movement...*, *op. cit.*, p. 705

¹⁷ *Christus Victor: rapport de la Conférence mondiale de la jeunesse chrétienne, Amsterdam, Hollande, 24 juillet au 2 août 1939*, éd. par Denzil G. M. Patrick, Genève, 1939, p. 281.

¹⁸ Les bureaux du COE sont alors situés au 41, avenue de Champel. En 1945, le COE emménagera au 17, route de Malagnou.

principal représentant de la résistance allemande d'inspiration chrétienne.

Le COE agit en particulier en faveur des prisonniers de guerre et des réfugiés, mais aussi, et souvent en secret, en faveur des Juifs et de la résistance en Europe. Nombre d'informations confidentielles transitent par le bureau de Genève, telles celles que transmet la fameuse «Route de Suisse» qui relie la résistance hollandaise au gouvernement hollandais en exil à Londres, et dont W. A. Visser 't Hooft est un membre très actif.

C'est au cours de 1942 que le COE en formation prend véritablement conscience de la nature réelle de la politique nazie à l'égard des Juifs. Renseigné par les Eglises des pays occupés et par le Congrès juif mondial, il tente dans un premier temps de faire réagir les gouvernements et les Eglises des pays libres. Puis, devant la passivité officielle à laquelle ses tentatives se heurtent, le COE constate qu'il faut faire appel directement à l'opinion publique. Il recourt ainsi à cette voie lorsqu'en 1944, 400 000 Juifs hongrois sont déportés vers Auschwitz¹⁹.

Il convient pourtant de porter sur l'attitude du COE en formation face au génocide un regard critique. Dans ses Mémoires²⁰, Visser 't Hooft lui-même juge sans complaisance son action et celle des Eglises à cette époque:

¹⁹ «*Le sort des Juifs de Hongrie*: la Commission œcuménique pour les réfugiés, dont le siège est à Genève, a publié la déclaration que voici:

Le but de la Commission œcuménique pour les réfugiés est d'aider matériellement et moralement les réfugiés de toutes croyances. Sa tâche principale est donc de soulager les souffrances des réfugiés plutôt que de protester contre les traitements qui leur sont infligés. Mais il y a des cas où la seule aide qui puisse être apportée est celle d'une protestation publique solennelle. Tel est le cas aujourd'hui. Selon des rapports dignes de foi, environ quatre cent mille Juifs hongrois ont été déportés jusqu'ici dans des conditions inhumaines. Pour autant qu'ils ne sont pas morts en route, ils ont été conduits dans le camp d'Auschwitz en Haute-Silésie, où, depuis deux ans, des centaines de milliers de Juifs ont été systématiquement mis à mort. Les chrétiens ne peuvent garder le silence devant un tel crime. Nous en appelons à nos frères chrétiens de Hongrie afin qu'ils élèvent la voix avec nous et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la continuation de ces actes monstrueux. Nous demandons aux chrétiens de tous les pays de s'unir dans la prière et de supplier Dieu d'avoir pitié du peuple d'Israël.»

Service œcuménique de presse et d'information, année 11, n° 26, juin 1944, p. 3-4.

²⁰ W. A. Visser 't Hooft: *Le temps du rassemblement: mémoires*, Paris, 1975, p. 219.

En regardant en arrière, je ne suis pas fier de ces tentatives pour aider les Juifs pendant les années de guerre. Dans certaines publications postérieures à la guerre, mon rôle a été présenté comme un exemple d'assistance aux Juifs pendant la crise qu'ils traversaient. Cela ne confirme-t-il pas simplement qu'au royaume des aveugles les borgnes sont rois? Car l'aveuglement, dans presque tous les milieux, était stupéfiant quand on pense à la signification de l'extermination des Juifs et à son ampleur. Les Eglises auraient dû, dans ce cas entre tous, crier non seulement parce que des hommes étaient persécutés à mort, mais parce qu'on était en face d'une entreprise pour supprimer à jamais le peuple de qui et par qui le salut était venu. Or, un petit nombre de chrétiens seulement éleva la voix et seul un petit nombre prit le temps de tendre une main secourable. Je sais maintenant que j'aurais dû faire bien davantage, que j'aurais dû essayer avec bien plus de persévérance de briser le mur d'apathie et d'indifférence. En face d'un tel crime et d'une telle tragédie, le poids de ce que l'on n'a pas fait est autrement lourd que celui de ce que l'on a fait.

A partir de l'année 1942, la situation du COE en formation cesse de se détériorer. La vie œcuménique s'anime à nouveau, les contacts entre Genève et les Eglises sont plus aisés. Dans les bureaux de l'avenue de Champel, on commence déjà à planifier ce qui sera l'action marquante du Conseil dans le temps de l'après-guerre, l'aide à la reconstruction.

L'après-guerre

En 1945, les Eglises sortent de la guerre renforcées dans leurs liens par l'expérience de la souffrance supportée ensemble. Dans la période qu'elles viennent de traverser, elles ont pris plus clairement conscience de la valeur du travail en commun. Toutefois, on peut craindre que le mouvement œcuménique ne se perde en discussions stériles sur le problème de la culpabilité et de la responsabilité dans la guerre, comme cela avait été le cas après 1918.

En octobre 1945, c'est avec une certaine appréhension qu'une délégation du COE en formation rencontre à Stuttgart le nouveau Conseil de l'Eglise évangélique en Allemagne. A cette occasion, les nouveaux dirigeants des Eglises allemandes, des personnalités connues pour leur opposition à Hitler, reconnaissent sans équivoque la culpabilité des Eglises et du peuple allemands dans un texte connu

depuis sous le nom de Déclaration de Stuttgart²¹. Une hypothèque est désormais levée, et la voie est ainsi ouverte à une pleine participation allemande au mouvement œcuménique.

L'immédiat après-guerre est pour le COE en formation le temps de la reconstruction. Devant l'ampleur de la tâche, dans une Europe dévastée, le Conseil vient en aide aux Eglises, fort du soutien financier des Eglises américaines, britanniques, suisses et suédoises. Très vite, cette aide doit être complétée par une action directe en faveur des populations. Une section du Département de la reconstruction se charge de distribuer vêtements et nourriture là où l'on souffre, là où l'on meurt aussi, de faim et de froid.

En février 1946, le Comité provisoire réuni à Genève décide de tenir l'Assemblée générale du COE en 1948 à Amsterdam. Le thème en sera «Désordre de l'homme et dessein de Dieu», considérant que le devoir particulier de l'Eglise est de «placer les efforts de reconstruction du monde dans une perspective totalement différente par l'annonce du fait stupéfiant que Dieu lui-même est à l'œuvre, reconstruisant son propre ordre au milieu du désordre de l'homme²².

La période qui suit est donc marquée par l'œuvre de longue haleine que représente la préparation, tant dans le domaine de la théologie que sur le plan de l'organisation pratique, de la première Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises. Dans la perspective d'en faire une Assemblée aussi représentative que possible de l'ensemble de la chrétienté, le COE en formation multiplie les démarches pour obtenir qu'y participent d'une part l'Eglise catholique romaine et d'autre part les Eglises orthodoxes de ce qui devient alors le Bloc soviétique. En juillet 1948, ces dernières, entraînées par l'Eglise orthodoxe russe, dans

²¹ «Nous sommes d'autant plus reconnaissants pour cette visite que nous nous savons unis avec notre peuple, non seulement dans une grande communauté de souffrance, mais aussi dans une solidarité de faute (Schuld). Avec une grande douleur nous le disons: 'Par nous une souffrance indicible a été infligée à de nombreux peuples et pays. Ce dont nous avons souvent rendu témoignage à nos paroisses, nous le déclarons à présent publiquement au nom de toute l'Eglise. Il est vrai que durant de nombreuses années nous avons combattu au nom de Jésus-Christ l'esprit qui a trouvé dans le régime de violence du national-socialisme sa terrifiante expression; mais nous nous accusons de ne pas avoir confessé plus courageusement, prié plus fidèlement, cru plus joyeusement et aimé plus ardemment'.»

«Déclaration du Conseil de l'Eglise évangélique en Allemagne, 19 octobre 1945», *Unité chrétienne*, n° 77, 1985, p. 66.

²² Mémoire du Département d'études, cité dans *A history of the Ecumenical movement...*, *op. cit.*, p. 718.

le contexte de la guerre froide, refusent l'invitation que le COE en formation leur a adressée²³.

Rome et Genève

La question de l'attitude de l'Eglise catholique romaine à l'égard de l'œcuménisme jusqu'à Vatican II mérite quant à elle une mise au point particulière. Au temps de la Conférence missionnaire d'Edimbourg de 1910, des personnalités catholiques avaient déjà marqué leur intérêt pour le mouvement œcuménique. En 1919, une délégation américaine chargée de transmettre à Rome une invitation à participer à la future Conférence mondiale de Foi et Constitution est reçue par Benoît XV. Le Pape accueille les délégués chaleureusement, mais il refuse l'invitation. Il considère certes avec sympathie toute action en faveur de l'unité des chrétiens, mais celle-ci ne peut se réaliser qu'autour du successeur de Pierre, chef visible de l'Eglise²⁴.

En 1921, l'invitation envoyée au Pape par les Primats scandinaves de se joindre au mouvement du Christianisme pratique n'a pas plus de succès. En 1927, le Saint-Office interdit aux catholiques de participer à la Conférence de Foi et Constitution à Lausanne. L'année suivante, l'Encyclique *Mortalium Animos* de Pie XI condamne le mouvement œcuménique dans son ensemble. Accepter de converser avec des non-catholiques sur une base autre que celle prévue par Rome est condamné comme une erreur, car c'est mêler la vraie Religion avec de fausses doctrines, et cela ne peut mener qu'à l'athéisme²⁵.

²³ Les Eglises orthodoxes russe, roumaine, bulgare et polonaise sont devenues membres du COE lors de sa troisième Assemblée générale tenue à La Nouvelle-Delhi en 1961.

²⁴ *A history of the Ecumenical movement...*, *op. cit.*, p. 416.

²⁵ «... on comprend aisément que, poussée par ce sentiment de fraternité universelle, la majorité du genre humain soupire après l'union de plus en plus intime de tous les peuples.

C'est quelque chose d'approchant que d'aucuns s'efforcent d'introduire dans l'ordre établi par Notre Seigneur Jésus-Christ pour la Nouvelle Loi. Sachant parfaitement qu'il est extrêmement rare de rencontrer des hommes absolument dépourvus de sens religieux, ils nourrissent l'espoir qu'on pourrait facilement amener les peuples, en dépit de leurs dissidences religieuses, à s'unir dans la profession de certaines doctrines admises comme un fondement commun de vie spirituelle. En conséquence, ils tiennent des congrès, des réunions, des conférences fréquentés par un nombre assez considérable d'auditeurs; ils invitent aux discussions tous les hommes indistinctement, les infidèles de toute catégorie, les fidèles, et jusqu'à ceux qui ont le malheur de s'être séparés du Christ ou qui nient âprement et obstinément la divinité de

On pouvait espérer un changement d'attitude de l'Eglise catholique après la guerre. Ainsi le Comité provisoire du COE en formation, réuni à Genève, en février 1946, reçoit une lettre amicale de Mgr François Charrière (1893-1976), évêque de Lausanne, Genève et Fribourg. Il n'est évidemment pas question pour Rome de participer à l'Assemblée d'Amsterdam, mais le COE y invite un certain nombre d'observateurs catholiques à titre personnel. Malheureusement, aucun ne reçoit l'autorisation d'assister à l'Assemblée.

Amsterdam 1948

Pour regrettables que soient ces revers, ils n'empêchent cependant pas l'Assemblée d'Amsterdam de connaître un retentissement mondial et d'être un indiscutable succès, sanctionné par la fondation du Conseil œcuménique des Eglises.

Il serait pourtant faux d'imaginer que l'Assemblée d'Amsterdam est marquée de bout en bout par l'unité et l'unanimité. Les différentes sections²⁶ et les réunions plénières sont parfois le cadre de vigoureuses remises en question. Ainsi Karl Barth en personne critique-t-il le thème même de l'Assemblée, «Désordre de l'homme et dessein de Dieu», dont les termes devraient être selon lui impérativement renversés, le dessein de Dieu primant le désordre de l'homme.

Un autre épisode montre bien que le tout jeune COE n'est pas à l'abri du climat de guerre froide, quand on voit s'affronter le délégué américain John Foster Dulles et le professeur tchèque Joseph Hromadka. L'un considère le communisme comme le plus grand

sa nature et de sa mission. De pareils efforts n'ont aucun droit à l'approbation des catholiques, car ils s'appuient sur cette opinion erronée que toutes les religions sont plus ou moins bonnes et louables, en ce sens qu'elles révèlent et traduisent toutes également — quoique d'une manière différente — le sentiment naturel et inné qui nous porte vers Dieu et nous incline avec respect devant sa puissance. Outre qu'ils s'égarerent en pleine erreur, les tenants de cette opinion repoussent du même coup la religion vraie; ils en faussent la notion et versent peu à peu dans le naturalisme et l'athéisme. Il est donc parfaitement évident que c'est abandonner entièrement la religion divinement révélée que de se joindre aux partisans et aux propagateurs de pareilles doctrines.»

«Lettre encyclique *Mortalium Animos*», *Actes de S.S. Pie XI*, t. IV (1927-1928), s.l., 1932, p. 64-65.

²⁶ Les quatre sections de l'Assemblée d'Amsterdam sont:

1. L'Eglise universelle dans le dessein de Dieu;
2. Le dessein de Dieu et le témoignage de l'Eglise;
3. L'Eglise et le désordre de la société;
4. L'Eglise et les affaires internationales.

obstacle pour la paix mondiale, tandis que l'autre défend au contraire une politique d'ouverture à l'égard du communisme. L'Assemblée quant à elle estime que les Eglises n'ont pas à prôner un type de société plutôt qu'un autre, sinon une société consciente de ses responsabilités. Le devoir des Eglises est de dénoncer les injustices dans quelque système que ce soit.

Comme c'est la tradition dans les Conférences œcuméniques depuis Edimbourg en 1910 et Stockholm en 1925, la vie religieuse de l'Assemblée d'Amsterdam est intense. Une grande place est donnée à la liturgie, à la prière et aux études bibliques.

Les prières en commun, la fraternité œcuménique qui transcende les barrières confessionnelles et surtout cet instant exaltant où le Conseil œcuménique des Eglises a été créé, ont contribué à faire d'Amsterdam un événement marquant dans la vie de ceux qui y ont participé. Nombre de participants ont affirmé par la suite qu'ils y avaient été guidés par le Saint Esprit.

En guise de conclusion, je citerai tout d'abord le Rapport du Secrétaire général Visser 't Hooft à l'Assemblée, puis le Message de l'Assemblée elle-même:

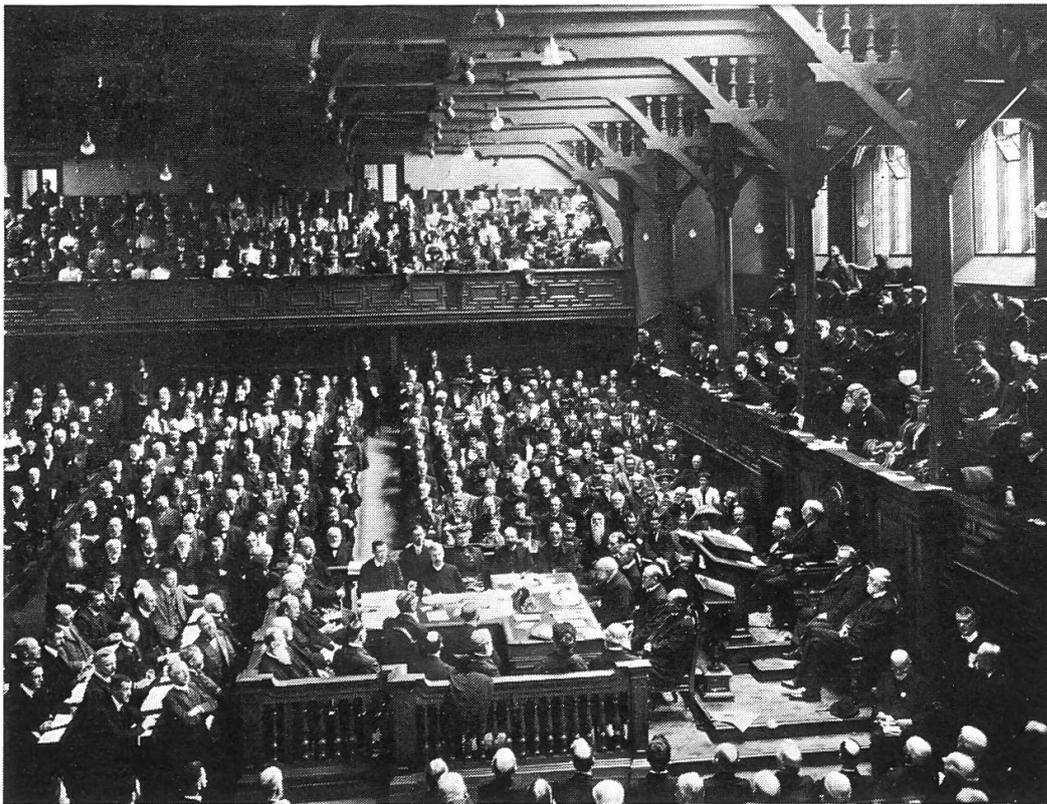
Le COE «représente... une solution temporaire, une étape; il se situe entre l'époque où les Eglises vivaient isolées les unes des autres et le moment où, sur la terre ou dans les cieux, il se révélera visiblement qu'il n'y a qu'un seul berger et un seul troupeau... Nous formons surtout une communauté qui s'efforce d'exprimer l'unité qu'elle a déjà reçue en Christ et de frayer la voie à une expression plus complète et plus profonde de cette unité»²⁷.

«Nous avons contracté envers le Christ un nouvel engagement et avons fait alliance les uns avec les autres en constituant le Conseil œcuménique des Eglises. Nous sommes décidés à rester ensemble»^{28*}.

²⁷ Cité dans *Ainsi dressons des signes...*, *op. cit.*, p. 7.

²⁸ *Ibid.*, p. 7-8.

* Crédit photographique: WCC photo



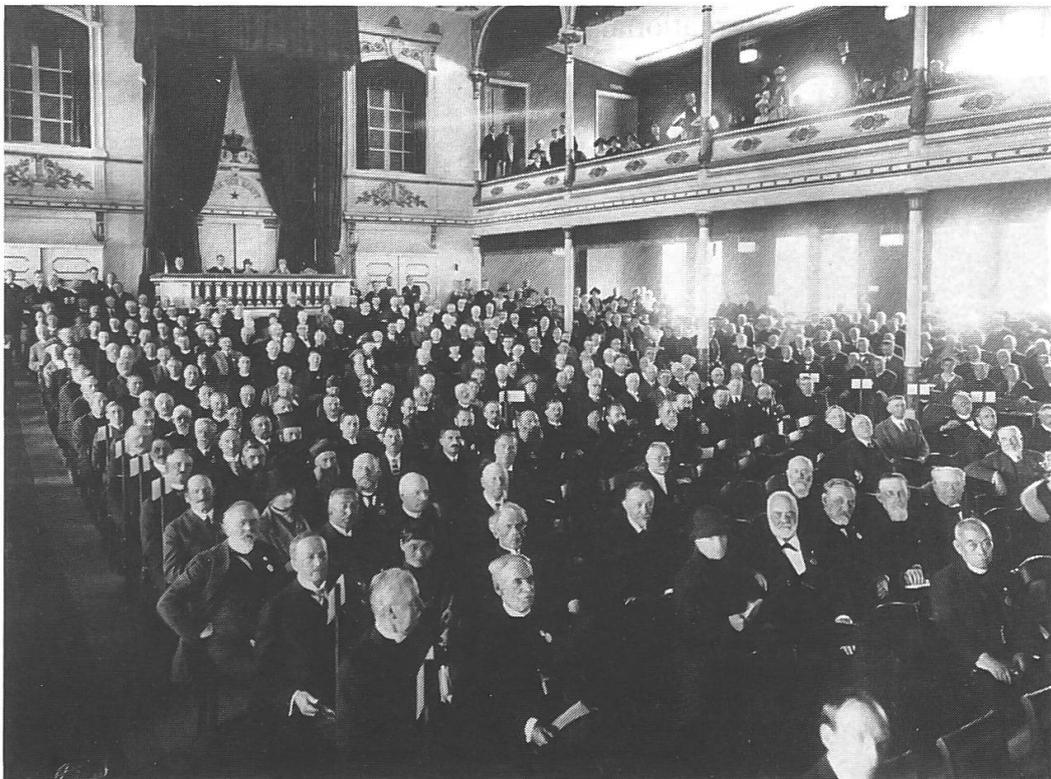
1. La Conférence internationale des missions à Edimbourg en 1910.



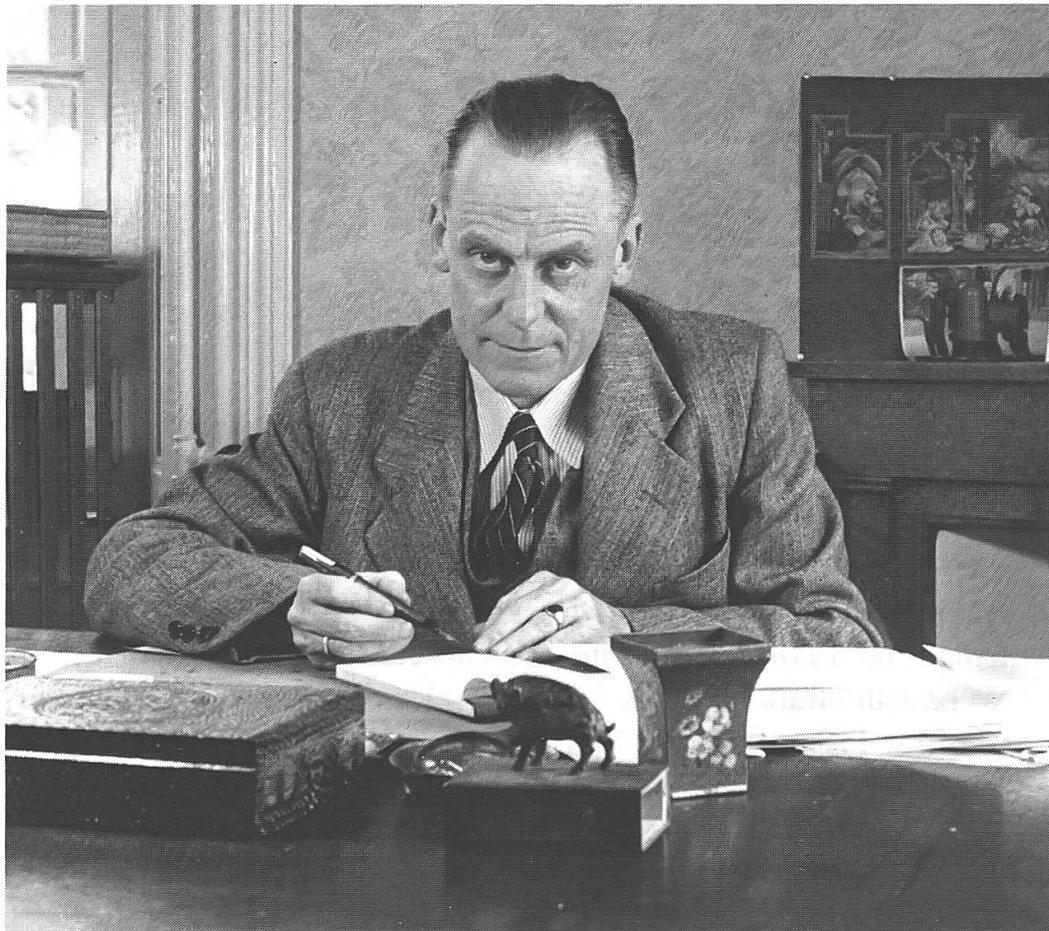
2. John R. Mott (1865-1955) à la fin de sa vie.



3. L'archevêque Nathan Söderblom (1866-1931).



4. La Conférence mondiale du Christianisme pratique à Stockholm en 1925.

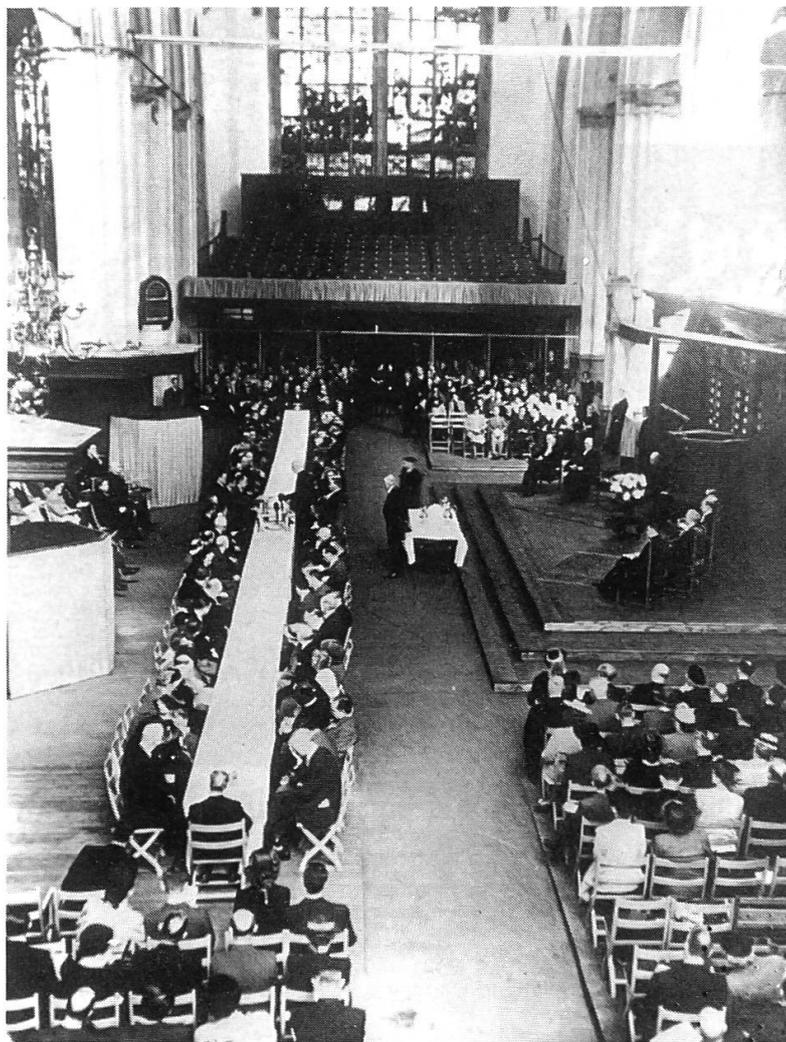


6. W. A. Visser 't Hooft (1900-1985), Secrétaire général du COE.





7. Autour de Visser 't Hooft, les Présidents de l'Assemblée d'Amsterdam de 1948: (de g. à dr.) l'archevêque d'Upsal Erling Eidem, le pasteur français Marc Boegner, l'archevêque de Cantorbéry Geoffrey Fisher, John, R. Mott, le métropolitain Germanos.



8. Service de communion à la Nieuwe Kerk d'Amsterdam, lors de l'Assemblée de 1948.